



## Assemblée générale

Distr.  
GENERALE

A/AC.96/SR.520  
21 octobre 1997

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMITE EXECUTIF DU PROGRAMME DU HAUT COMMISSAIRE  
DES NATIONS UNIES AUX REFUGIES

Quarante-huitième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 520ème SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève  
le mercredi 15 octobre 1997, à 10 heures

Président : M. RODRIGUEZ CEDEÑO (Venezuela)  
(Vice-Président)

SOMMAIRE

THEME ANNUEL : LES DEFIS DU RAPATRIEMENT ( suite )

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus des séances publiques de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la clôture des travaux.

GE.97-03149 (F)

La séance est ouverte à 10 h 20 .

THEME ANNUEL : LES DEFIS DU RAPATRIEMENT (point 4 de l'ordre du jour) ( suite )  
(A/AC.96/882 et 887)

1. M. KAVADZE (Observateur de la Géorgie) remercie le personnel du HCR et le Haut Commissaire de leur remarquable contribution à la solution des problèmes de réfugiés et témoigne sa reconnaissance aux Gouvernements des Etats-Unis, de la Suisse, du Danemark et d'autres pays donateurs pour les sommes qu'ils ont versées au profit du programme du HCR en Géorgie.

2. Depuis son établissement en Géorgie, le Bureau du HCR à Tbilissi participe activement à l'exécution des programmes de relèvement après les conflits dans les régions d'Abkhazie et d'Ossétie du sud. L'Abkhazie figure au premier rang des préoccupations du Gouvernement géorgien depuis cinq ans. Malheureusement, en dépit de la médiation de l'ONU et de la participation de la communauté internationale, les efforts déployés pour convaincre les autorités abkhazes d'accepter un cadre de négociation qui respecterait l'intégrité des frontières géorgiennes se sont jusqu'à présent révélés infructueux, comme d'ailleurs l'action que mène la communauté internationale par l'intermédiaire du groupe de contact des amis de la Géorgie. Le Président de la République de Géorgie, M. Chevarnadze, a récemment attiré l'attention sur le danger d'une exacerbation des graves problèmes de l'Abkhazie, qui risquent de s'étendre à une zone beaucoup plus large, créant ainsi une menace à la paix et à la sécurité internationales.

3. En attendant qu'une brèche s'ouvre dans le processus de négociation, le HCR continue d'aider les réfugiés qui sont retournés spontanément dans la région de Gali à s'y réinstaller de façon permanente en y exécutant des programmes de relèvement et en y créant des activités génératrices de recettes. Le Gouvernement géorgien se félicite de l'engagement accru du HCR dans d'autres districts d'Abkhazie car cela équilibrera l'appui fourni à Gali et aidera à prévenir les tensions entre les deux communautés ethniques. Cela permettra aussi au HCR d'élargir son champ d'observation et de se familiariser avec la situation dans d'autres régions d'Abkhazie.

4. L'année 1997 a été une année de transition pour l'aide humanitaire aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays qui résident dans les régions contrôlées par le Gouvernement géorgien. Malgré une amélioration globale, de nombreuses personnes déplacées à l'intérieur du pays se trouvent dans une situation critique et le programme est spécifiquement ciblé vers les bénéficiaires les plus vulnérables et les plus nécessiteux.

5. Manquant de ressources, le HCR a dû établir un ordre de priorité dans ses activités : il s'est préoccupé tout d'abord d'exploiter la possibilité d'un rapatriement librement consenti des réfugiés géorgiens en Ossétie du sud, puis d'augmenter encore son assistance aux près de 30 000 réfugiés spontanés qui se trouvent dans la région de Gali et de créer les conditions d'un retour viable du reste de la population de cette région. La réorientation de l'appui du HCR vers les deux zones de rapatriement non contrôlées par le Gouvernement a provoqué un tarissement des fonds destinés au programme de la Géorgie. Le bureau du HCR en Géorgie a donc dû demander un prêt au Fonds du Haut Commissaire pour le rapatriement librement consenti.

6. Une tendance positive s'est fait jour récemment : les réfugiés de souche ossète ont commencé à quitter la Fédération de Russie pour la Géorgie. Le Gouvernement géorgien encourage ce processus, comme le montre la récente déclaration du Président de la République de Géorgie dans laquelle celui-ci se félicite du retour dans leur foyer de tous les réfugiés et de toutes les personnes déplacées à l'intérieur du pays.

7. De nombreux projets transnationaux concernant les transports et l'extraction de pétrole et de gaz sont en cours en Géorgie, ouvrant de nouveaux débouchés pour sa population. Mais pour que ces projets portent leurs fruits, il est indispensable d'assurer le retour en toute sécurité, organisé et viable de centaines de milliers de personnes dans leurs foyers. La Géorgie compte sur le HCR pour l'aider à résoudre les problèmes auxquels elle se heurte à cet égard.

8. M. MIGUIL (Observateur de Djibouti) dit que des solutions durables ont été trouvées à certaines situations de réfugiés, mais que la question des réfugiés ne s'est jamais posée en termes aussi graves qu'au cours de ces dernières années, suscitant de vives préoccupations dans les pays dont l'existence même est menacée par des flux massifs de réfugiés. Cependant, les pays doivent assumer leurs responsabilités humanitaires et la communauté internationale se doit d'apporter tout le concours possible aux pays d'accueil, dont certains abritent des millions de réfugiés malgré la situation difficile dans laquelle ils se trouvent eux-mêmes.

9. Depuis son indépendance, la République de Djibouti a accueilli des vagues successives de réfugiés fuyant les crises qui secouent la corne de l'Afrique depuis près de vingt ans. Grâce à l'appui du HCR, une opération de grande envergure a permis le rapatriement librement consenti de quelque 36 500 réfugiés éthiopiens entre septembre 1994 et avril 1996. Depuis, on peut dire que le problème des réfugiés éthiopiens à Djibouti est pratiquement résolu.

10. Environ 21 900 réfugiés somaliens sont encore présents à Djibouti dans des camps placés sous la responsabilité du HCR, outre les 55 000 personnes qui vivent à l'extérieur de ces camps et exercent une forte pression sur l'infrastructure sociale limitée de la République. La solution au problème réside tout autant dans l'élaboration de programmes de développement dans les régions d'origine des réfugiés que dans leur rapatriement.

11. Le Gouvernement djiboutien est profondément préoccupé par la population de réfugiés somaliens qu'il abrite. Les récentes améliorations de la situation dans le nord-ouest de la Somalie rendent essentiel de revitaliser le processus de rapatriement des réfugiés somaliens de cette région, dont la plupart vivent dans la ville de Djibouti où leur présence est de plus en plus difficile à supporter pour la population locale. La délégation djiboutienne demande donc officiellement au HCR de planifier le transfert de 15 000 à 20 000 réfugiés somaliens dans des camps dotés de la capacité et des infrastructures nécessaires pour les accueillir. Il faudrait aussi concevoir un programme de rapatriement librement consenti à l'intention de ces réfugiés somaliens, sur le modèle de celui qui a été mis en place en Ethiopie.

12. Djibouti elle-même n'a pas été épargnée par la guerre civile, mais grâce à la sagesse de sa population, un accord de paix a été signé en décembre 1994. Les anciens ennemis se trouvent réunis à la session en cours du Comité exécutif et travaillent ensemble à reconstruire et redresser leur pays. L'intervenant a le plaisir d'informer le Comité exécutif que plus de 15 000 personnes sont retournées spontanément chez elles, à Djibouti, et que la délégation éthiopienne a donné l'assurance, en présence de représentants du HCR, qu'une opération d'enregistrement et d'identification des réfugiés djiboutiens encore présents en Ethiopie avant la fin de novembre 1997 serait exécutée en prélude à une opération de rapatriement librement consenti.

13. Le Gouvernement djiboutien prie instamment le HCR d'exécuter un programme d'assistance multisectorielle et de réinstallation à l'intention des plus de 15 000 réfugiés djiboutiens qui sont rentrés spontanément et des 50 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays. L'exécution de ce programme en 1998 aidera le Gouvernement djiboutien dans les efforts qu'il déploie pour rétablir la confiance et la compréhension dans la population djiboutienne. M. Miguil demande donc au HCR de s'engager à conduire un programme de relèvement des régions ravagées par la guerre pour permettre aux rapatriés de commencer une vie nouvelle. La reconstruction et le relèvement ne pourront s'effectuer sans l'appui tant de la communauté internationale que d'institutions régionales telles que l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), qui pourraient aider à prévenir de futures crises de réfugiés.

14. M. OUEDRAOGO (Observateur du Burkina Faso) dit qu'en plus des nombreux autres maux dont elle souffre, l'Afrique est également malade de ses réfugiés, évalués à ce jour à environ 6 millions, dont la situation est d'autant plus préoccupante qu'il s'agit essentiellement des couches les plus vulnérables de la population. L'aspiration légitime de ces personnes est de retrouver le plus tôt possible leur patrie ainsi que leur dignité.

15. Aussi, le choix du thème annuel de la session en cours du Comité exécutif, "Les défis du rapatriement", est-il des plus opportuns. Le rapatriement, qui est la meilleure de toutes les solutions durables aux problèmes des réfugiés, suppose qu'un minimum de conditions soient remplies d'une part dans le pays d'origine et, d'autre part, concernant le rôle de la communauté internationale. Au niveau du pays d'origine, les défis à relever sont d'abord ceux de la restauration de la paix et de la sécurité, gage de stabilité. Des efforts louables ont déjà été faits en Afrique et des initiatives sont en cours afin de trouver des solutions durables aux différentes crises qui sont à l'origine des mouvements forcés de population. Ainsi, au Libéria, l'aboutissement heureux du processus électoral a ouvert une nouvelle page de l'histoire de ce pays, suscitant de nouveaux espoirs pour les réfugiés libériens. Les perspectives sont également meilleures pour les réfugiés mozambicains.

16. Malheureusement, de nombreux autres foyers de tension persistent, par exemple en Angola, dans les pays de la région des Grands Lacs, et plus récemment en Sierra Leone et au Congo, qui continuent de produire leur lot de réfugiés.

17. Le rapatriement doit s'accompagner d'une réinsertion, c'est-à-dire de mesures visant à panser les blessures morales et psychologiques, qui sont toujours les plus difficiles à soigner. Ces efforts seraient vains sans un ferme appui de l'ensemble de la communauté internationale. Si l'on peut se réjouir des actions entreprises dans les domaines de l'aide au développement, de la diplomatie préventive, de la médiation, de l'aide à la consolidation de la paix et à la reconstruction, on doit les renforcer. Des efforts particuliers devraient être faits pour renforcer le mécanisme de prévention, de gestion et de règlement des conflits de l'Organisation de l'unité africaine, qui a fait la preuve de son efficacité. L'initiative prise par les membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) avec le déploiement de son Groupe d'observateurs militaires (ECOMOG) au Libéria a aussi contribué à la restauration de la paix dans ce pays, ouvrant ainsi la voie au retour des réfugiés et à leur participation à l'oeuvre de reconstruction nationale.

18. L'une des clefs du succès des actions susmentionnées est le renforcement du rôle de coordination du HCR et de sa capacité d'intervention sur le terrain. Afin de permettre au HCR d'exécuter avec efficacité le mandat qui lui a été confié, il faut qu'il y ait une plus grande solidarité agissante de l'ensemble de la communauté internationale.

19. M. GYAWALI (Observateur du Népal) dit que le choix des défis du rapatriement comme thème annuel est particulièrement opportun car les événements de l'année écoulée les ont précisément portés au premier plan. Le document établi sur ce thème (A/AC.96/887) résume l'expérience acquise et indique les mesures à prendre pour relever le défi d'un rapatriement dans des conditions de sécurité et dans la dignité adressé non seulement au HCR, mais aussi aux pays d'accueil, aux pays d'origine et à la communauté internationale dans son ensemble.

20. Les pays en développement supportent une part disproportionnée de la charge des exodes massifs qui leur ont coûté très cher en termes de personnel, de dégradation de l'environnement et d'impact socio-économique sur la population locale. Malgré ces difficultés, ils ne se sont pas dérobés à leur devoir.

21. L'Observateur du Népal est sûr que ses collègues originaires d'autres pays en développement partagent sa conviction selon laquelle le rapatriement librement consenti est la seule solution viable et durable et qu'elle ne peut être mise en oeuvre qu'en respectant les droits de l'homme et en s'efforçant de s'attaquer aux causes fondamentales des déplacements de population. La longueur des négociations avec les pays d'origine et l'improbabilité d'une solution rapide, surtout lorsqu'il s'agit de situations de réfugiés obscures, se traduisent pour les pays d'accueil par une charge encore plus lourde. La question des réfugiés est un problème international; la responsabilité du partage de la charge, voire cette notion même, ne saurait être écartée du seul fait qu'on ne verrait pas le bout du tunnel. L'intervenant lance donc un appel aux pays donateurs pour qu'ils fassent droit comme il convient aux préoccupations exprimées par le Haut Commissaire sur le financement tant des programmes peu connus que des programmes généraux.

22. Le Népal estime que le HCR a un rôle important à jouer dans la réintégration des rapatriés et se félicite des efforts qu'il déploie en matière de coordination avec les autres organisations. Il appuie aussi fermement l'interdépendance établie entre les questions relatives aux droits de l'homme et les questions relatives aux réfugiés dans les déclarations du Haut Commissaire aux réfugiés et du Haut Commissaire aux droits de l'homme à la session en cours du Comité.

23. Le Népal travaille en collaboration étroite avec le HCR et d'autres pays de la région pour mettre au point des mesures de coopération en vue de traiter les problèmes de réfugiés et de personnes déplacées. Il a participé à la Conférence de Canberra et à la Réunion d'experts de Bangkok et appuyé l'engagement pris par le HCR de mettre au point une approche, propre à la région Asie-Pacifique, de la question des réfugiés et des questions connexes.

24. En ce qui concerne le problème particulier des réfugiés bouthanais au Népal, il informe le Comité exécutif que le Népal entretient un dialogue avec le Bhoutan en vue d'une solution rapide et durable. Avec de la confiance et de la bonne volonté, il devrait être possible de parvenir à un accord sur le mécanisme d'une solution durable à ce problème dans un avenir pas trop lointain. Le Népal accueillera favorablement toute suggestion et assistance du HCR et de pays amis visant à faire aboutir la recherche de solutions bilatérales et assure le Comité exécutif de son désir de voir résolu le plus rapidement possible le problème des réfugiés bouthanais. Il saisit cette occasion pour exprimer les vifs remerciements de son Gouvernement au HCR, au Programme alimentaire mondial, aux organisations non gouvernementales internationales et aux pays donateurs qui ont continué de l'aider à supporter la charge des réfugiés.

25. M. MONTENEGRO MALLONA (Nicaragua) dit que la communauté internationale a créé le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés en 1951 afin de fournir assistance et protection aux réfugiés issus de la deuxième guerre mondiale, dont le nombre dépassait le million. Malgré le temps écoulé et les changements radicaux qui se sont produits, la situation des réfugiés et des personnes déplacées demeure l'une des conséquences les plus tragiques des conflits armés et de la violence, comme peuvent en témoigner presque tous les Nicaraguayens. Les réfugiés sont en butte à d'innombrables difficultés et sévices : discrimination, violence, famine, éclatement des familles et violation des droits de l'homme, entre autres. Ils sont aussi les principales victimes des mines terrestres antipersonnel et la délégation nicaraguayenne saisit cette occasion pour lancer un appel à la communauté internationale afin qu'elle signe à Ottawa en décembre 1997 l'Accord international interdisant les mines terrestres antipersonnel.

26. Les membres de la communauté internationale ont le devoir d'unir leurs efforts pour assurer la protection et la dignité des réfugiés, qui sont les innocentes victimes des conflits armés et de la violence. La délégation nicaraguayenne appuie la demande de la Colombie tendant à ce que le Haut Commissaire l'aide à trouver des solutions viables aux problèmes de ses ressortissants déplacés à l'intérieur du pays.

27. Le thème annuel de la session en cours du Comité exécutif - les défis du rapatriement - est clairement énoncé dans le document établi par le HCR (A/AC.96/887) et la délégation nicaraguayenne estime que le rapatriement librement consenti est la solution la plus souhaitable aux problèmes des réfugiés, à condition que ceux-ci soient en mesure de se réinsérer pleinement et de façon sûre dans leur pays d'origine. Comme le Haut Commissaire l'a souligné à juste titre, la sécurité comporte un aspect physique et un aspect matériel. Pour que la paix soit consolidée après un conflit armé, la réintégration durable est un facteur clef qui nécessite une action en vue de promouvoir la reconstruction, de renforcer les structures politiques et juridiques et de favoriser la réconciliation entre les populations déchirées par la guerre, avec l'appui de la communauté internationale.

28. Depuis plus de trois décennies, l'Amérique centrale souffre de la violence, dont elle continue de ressentir les effets. La signature des accords de paix au Guatemala en décembre 1996 a été un jalon sur la route menant à la paix dans cette région. L'Amérique centrale s'engage sur le long chemin escarpé qui mène à la consolidation de la démocratie et à la réalisation d'un développement authentiquement durable englobant toutes les facettes politiques, économiques, sociales, culturelles et environnementales des sociétés d'Amérique centrale. Certains objectifs sont déjà réalisés. Pour la première fois dans l'histoire, tous les gouvernements d'Amérique centrale sont issus d'élections libres et une action visant à éduquer les sociétés d'Amérique centrale en matière de droits de l'homme est en cours. Cette évolution a persuadé de nombreux Nicaraguayens de rentrer chez eux.

29. Cependant, la plupart des pays d'Amérique centrale ont toujours à relever d'importants défis qui dépassent les capacités de leurs économies en convalescence. Le rapatriement rapide n'est pas toujours la meilleure solution aux problèmes des réfugiés et des personnes déplacées car il peut créer une instabilité susceptible de gêner la réalisation des objectifs. Il faut continuer de s'efforcer à établir des conditions appropriées à la réintégration des personnes déplacées dans la vie nationale.

30. L'intervenant félicite le Mexique de sa contribution majeure à la recherche et à la concrétisation de solutions aux problèmes des nombreuses personnes déplacées originaires du Guatemala et remercie tous les pays qui ont accordé hospitalité et protection aux réfugiés.

31. Il remercie tout particulièrement les membres du personnel du HCR et des autres institutions internationales en poste sur le terrain, où ils risquent leur vie tous les jours. Il demande à tous les pays qui ne l'ont pas encore fait de ratifier dès que possible la Convention des Nations Unies de 1951 et le Protocole de 1967 relatif au statut des réfugiés. Devant l'ampleur actuelle des mouvements internationaux de personnes et de biens et des événements tragiques comme ceux qui se sont déroulés dans la région africaine des Grands Lacs, en Afghanistan et en Bosnie-Herzégovine, il est plus nécessaire que jamais pour la communauté internationale de relever le défi en unissant ses efforts à ceux du HCR pour protéger partout les droits et la dignité des réfugiés et des personnes déplacées.

32. M. KIM (Observateur de la République de Corée) dit que les années 90 ont vu non seulement d'importantes augmentations du nombre de réfugiés, mais aussi une multiplication troublante des menaces de diverses sortes adressées tant aux réfugiés qu'aux agents de l'aide humanitaire, y compris le personnel du HCR. L'une des causes de ces tendances est la confusion qui règne à propos de la nature complexe des groupes de réfugiés, qui trop souvent se composent de combinaisons peu sûres de civils fondés à recevoir une assistance, d'une part, et de groupes abusifs quasi-militaires, de l'autre. De nouveaux types de situations se sont également développés par suite de déplacements massifs de populations pour des raisons économiques. Une autre de ces causes est la tendance croissante des gouvernements et mouvements de libération à manipuler les populations de réfugiés pour des motifs politiques. Le recrutement de militaires parmi les populations de réfugiés et les rapatriements forcés de réfugiés dans des zones où règne l'insécurité sont des exemples de conduite abusive de ce type. Une troisième cause tient à la nervosité croissante des pays d'origine qui craignent l'influence exercée par les opposants politiques sur les réfugiés comme des pays d'asile qui voient dans les camps de réfugiés une source potentielle d'instabilité et de difficultés financières et politiques.

33. Le rapatriement librement consenti est sans nul doute la meilleure méthode pour résoudre les problèmes des réfugiés comme des gouvernements. Tout retour des réfugiés dans leur pays d'origine doit bien entendu être accompagné de garanties quant à leur sécurité. Une autre solution possible aux crises de réfugiés est d'organiser le rapatriement dans des conditions de sécurité des groupes qui le désirent, sous l'égide du HCR et en collaboration avec les gouvernements concernés, en vue de réintégrer les réfugiés dans leur pays et, si possible, dans leur communauté d'origine.

34. Toutefois, comme l'a indiqué le Haut Commissaire dans sa déclaration liminaire, pour que le rapatriement réussisse, il faut élaborer des mesures efficaces susceptibles de répondre aux besoins de développement à long terme des régions concernées. Le programme à impact rapide du Nicaragua est un bon exemple du potentiel positif des programmes d'assistance.

35. Seule une coopération internationale s'inspirant d'une approche globale intégrée incluant les aspects politique, militaire et humanitaire permettra de résorber les situations de réfugiés en général et de relever avec succès les défis du rapatriement en particulier. A cette fin, le Conseil de sécurité et le Haut Commissaire aux droits de l'homme, entre autres, devraient concentrer leur attention sur les problèmes de réfugiés. Les organismes pertinents des Nations Unies pourraient contribuer à l'élimination des causes fondamentales des flux de réfugiés en contrôlant la situation en matière de droits de l'homme dans les pays à problèmes. Le HCR devrait coopérer avec le PNUD, l'UNICEF, le PAM, les institutions internationales de financement telles que la BIRD et les pays donateurs en s'efforçant de mettre en place des zones de retour et de créer des environnements stables propices à la réinstallation permanente des réfugiés. Mieux vaut une goutte de prévention qu'un océan de remèdes : on devrait s'efforcer d'élaborer des mesures efficaces pour identifier et traiter à leur tout premiers stades les situations de crise, les violations des droits de l'homme et les tensions politiques.



36. En ce qui concerne le rôle joué par la République de Corée dans la mise en forme d'une approche internationale de la question de l'aide aux réfugiés, l'intervenant rappelle que le 18 juin 1997, le Conseil de sécurité a adopté à l'initiative de la République de Corée une déclaration du Président sur la protection de l'assistance humanitaire aux réfugiés et autres personnes prises dans des situations de conflit. Cette déclaration a été l'un des rares cas dans lesquels le Conseil de sécurité a évoqué la question des réfugiés.

37. Au cours des trois années écoulées, la République de Corée a considérablement accru ses contributions aux programmes généraux et aux programmes spéciaux du HCR : sa seule contribution aux programmes généraux a été multipliée par 15, passant de 100 000 dollars E.-U. en 1994 à 1 500 000 dollars en 1997. Le montant sans cesse croissant des contributions du pays atteste de son attachement à la cause des réfugiés et de son sens du partage des responsabilités en ce qui concerne les entreprises humanitaires en général.

38. M. VERGNE SABOIA (Brésil) dit que pour encourageants qu'ils soient, les faits nouveaux positifs dont a fait état le Haut Commissaire ne peuvent dissimuler l'ampleur des défis qui persistent ni la gravité de la situation dans certaines régions, due au non-respect des principes du droit humanitaire. Dans la région centrafricaine des Grands Lacs, le HCR a été contraint de suspendre les opérations concernant les réfugiés rwandais en République démocratique du Congo, les conditions les plus élémentaires pour assurer leur protection ayant cessé d'exister. Les violations flagrantes des dispositions essentielles du droit humanitaire et des normes fondamentales en matière de droits de l'homme sont malheureusement devenues fréquentes dans les situations de conflit interne, tout particulièrement celles qui s'accompagnent de tensions ethniques. La récurrence et la gravité croissante de ce phénomène en Afrique, où il vient souvent aggraver des conditions économiques et sociales déjà difficiles, inspirent de vives inquiétudes. L'utilisation des camps de réfugiés à des fins militaires ou politiques est l'une des manifestations les plus graves de cette tendance.

39. L'érosion de la solidarité et du respect de la dignité humaine des réfugiés ne se produit pas exclusivement dans des situations d'extrême pauvreté et de bouleversement politique. Des actes flagrants de violation de droits, d'agression et de discrimination ont été commis à l'encontre de réfugiés dans d'autres régions que l'Afrique, notamment dans certains pays développés où ils sont motivés par la xénophobie et le racisme et encouragés par des groupes ou partis politiques extrémistes. A cet égard, il convient de ne pas oublier que la protection des réfugiés fait partie intégrante du régime mondial des droits de l'homme. Tout affaiblissement de l'institution de l'asile mine le système mondial de protection des droits de l'homme.

40. L'aptitude du HCR à s'acquitter de son mandat dépend de la volonté qu'ont les Etats de remplir leurs obligations en ce qui concerne l'asile et le non-refoulement. Comme l'a souligné le Directeur de la Division de la protection internationale en présentant la note sur la protection internationale (A/AC.96/882), l'appui politique et le respect international de la primauté du droit sont déterminants pour garantir la protection des réfugiés. Il importe que les normes minimales convenues soient défendues comme il convient au plan international, surtout lorsque la sécurité des réfugiés

est compromise ou que des camps de réfugiés doivent être démilitarisés. Les afflux massifs de réfugiés entraînés par les conflits internes posent aux pays d'accueil des problèmes économiques, environnementaux et sécuritaires qui tendent à saper la volonté et même la capacité qu'ils ont de leur octroyer l'asile. Les solutions politiques et économiques apportées par la communauté internationale devraient tenir compte tant des caractéristiques humanitaires et politiques que des causes sociales et économiques profondes des situations de crise. La consolidation de la paix, la reconstruction et le développement font partie d'un continuum dans la recherche de solutions comme dans la prévention des flux de réfugiés.

41. L'institution de l'asile court un autre danger important, lié à l'augmentation des mouvements combinés de demandeurs d'asile authentiques et de personnes fuyant des difficultés économiques, donnant lieu à des mesures restrictives susceptibles de toucher aussi des personnes ayant véritablement besoin de protection. La délégation brésilienne appuie les mécanismes de filtrage mis en place par le HCR en vue d'éviter les abus et les surcharges dans les pays d'accueil tout en faisant prévaloir les principes de la protection internationale et en préservant la dignité humaine.

42. En ce qui concerne le thème annuel des défis du rapatriement, la délégation brésilienne pense que le HCR devrait continuer d'accorder un rang de priorité élevé à la recherche de solutions durables au problème mondial des réfugiés, sans préjudice des efforts déployés pour renforcer l'institution de l'asile. De cruels dilemmes surgissent lorsque l'on procède à des rapatriements massifs dans des conditions "laissant à désirer" - expression qui signifie en réalité que le principe fondamental du rapatriement librement consenti ne peut être pleinement garanti et que l'insécurité règne encore dans le pays de retour. Tout en reconnaissant que dans certaines situations, il convient de faire face à la réalité de manière pragmatique en vue de limiter les dégâts au minimum, la délégation brésilienne estime que le but fondamental de la participation du HCR à toute opération devrait toujours être de garantir la protection et la sécurité physique des réfugiés, tant dans le pays d'asile que dans le pays de retour.

43. La recherche de solutions durables à des situations d'urgence complexes requiert des stratégies globales, notamment de prévention et de protection, ainsi que des solutions qui puissent être complétées, le cas échéant, par des initiatives internationales et/ou régionales visant à régler les conflits et à promouvoir le développement. A cet égard, la délégation brésilienne note avec une satisfaction particulière les résultats de la collaboration entre le HCR et les Gouvernements de la région d'Amérique latine, parmi lesquels on peut mettre en exergue la Déclaration de Carthagène de 1984, la double perspective adoptée par les Gouvernements guatémaltèque et mexicain et le processus CIREFCA, notamment.

44. En conclusion, l'intervenant annonce que, conformément aux obligations qui lui incombent en vertu de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967, le Brésil a récemment promulgué une nouvelle législation définissant les mécanismes d'application de ces instruments internationaux. Les nouvelles dispositions en vigueur, conformes aux textes réglementaires nationaux les plus récents et les plus complets, ont été établies en collaboration étroite avec le HCR.

45. M. SOMOL (Observateur de la République tchèque) dit que le programme national de rapatriement librement consenti des réfugiés de Bosnie-Herzégovine qui ont bénéficié temporairement de l'asile sur le territoire de son pays est désormais achevé. Pendant près de six ans, plus de 5 000 personnes ont trouvé asile dans les installations offertes aux réfugiés par la République tchèque et plusieurs milliers d'autres ont séjourné dans des logements privés. Le Gouvernement tchèque a travaillé en collaboration avec le HCR dès le départ, de même que tout au long de la période de rapatriement librement consenti. En vertu de ce programme, environ 500 citoyens de Bosnie-Herzégovine sont retournés dans leur pays dans les deux dernières années écoulées, beaucoup d'entre eux dans des maisons dont la reconstruction a été financée par le Gouvernement tchèque et exécutée par des organisations non gouvernementales. Les rapatriés ont également reçu des subsides financiers et des billets d'avion gratuits. Parallèlement, plusieurs hôpitaux et écoles ont été reconstruits dans le cadre d'une action menée pour améliorer les infrastructures du pays.

46. Les personnes handicapées et les membres de leur famille qui ne peuvent rentrer dans leur pays se sont vu accorder le statut de résident permanent en République tchèque pour des raisons humanitaires.

47. Le rôle joué par le HCR dans le programme de rapatriement est un bon exemple de coordination entre le Gouvernement et le HCR dans le règlement de problèmes spécifiques. L'intervenant saisit cette occasion pour remercier le HCR et, en particulier, son bureau de liaison à Prague.

48. La politique d'asile de la République tchèque est axée non seulement sur le rapatriement des réfugiés originaires de Bosnie-Herzégovine, mais aussi sur le rapatriement librement consenti de personnes dont la demande d'asile a été rejetée et d'étrangers qui ont décidé de retirer leur demande d'asile. Dans ces cas, la République tchèque prend à sa charge les coûts de transport des rapatriés.

49. La République tchèque compte aussi sur l'appui et l'assistance du HCR en ce qui concerne l'établissement de nouvelles lois sur l'asile et le statut de résident, conformément aux normes applicables dans les pays de l'Union européenne.

50. M. LAGOS PIZZATI (Observateur d'El Salvador) dit que le thème des défis du rapatriement fournit à son pays une excellente occasion de faire part de son expérience au Comité exécutif. Comme chacun sait, El Salvador a traversé 12 années de conflit politique et idéologique qui ont provoqué de vastes déplacements forcés de populations, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Ce pays peut donc affirmer par expérience que les défis du rapatriement ne prennent pas fin avec le retour et l'élimination de l'insécurité physique et politique, et que pour les relever, les Etats doivent pouvoir pleinement absorber les rapatriés et leur fournir les emplois et l'aide dont ils ont besoin pour mener une vie décente. Comme l'a dit le Haut Commissaire, le rapatriement n'est pas seulement une opération logistique. Les Etats doivent être aidés par la communauté internationale et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales à supporter la charge socio-économique du rapatriement. Il va sans dire que celui-ci doit toujours être librement consenti.

51. En El Salvador, les rapatriements ont été librement consentis et ont commencé en temps de guerre. Grâce à l'appui du HCR, 42 000 personnes ont été rapatriées de 1984 à 1992. Avec la signature de l'Accord de paix en 1992, le Gouvernement a dû concevoir une politique migratoire et démographique nouvelle, plus approfondie, qui soit aussi conforme au processus de réconciliation et de reconstruction du pays. Des projets et activités orientés à l'origine vers l'assistance ont ultérieurement été axés sur la réconciliation et la réintégration des rapatriés en tant que membres productifs de la société.

52. Ces activités ont été conduites par les institutions gouvernementales en collaboration avec les organisations internationales et les ONG, et avec la participation active du HCR et des familles et communautés concernées. En particulier, la Direction de la reconstruction nationale et le Fonds d'investissement social pour le développement local ont exécuté dans tout le pays des programmes visant à répondre aux besoins les plus urgents des individus. En tout, 17 organismes d'Etat, 88 organisations non gouvernementales, cinq organisations internationales et 115 collectivités locales ont participé à ces activités d'appui, conjointement avec les individus et les communautés touchés. La coopération entre les divers secteurs nationaux et la coordination assurée avec la communauté internationale ont été l'un des principaux facteurs permettant de relever le défi du rapatriement en El Salvador. Néanmoins, le Gouvernement est bien conscient qu'il reste encore beaucoup à faire et il s'engage à continuer de fournir aux couches les plus nécessiteuses de sa population les outils qui lui permettront de réaliser un développement durable.

53. Bien que l'on soit parvenu à la stabilité politique et macro-économique en El Salvador, les mouvements migratoires n'ont pas cessé. La situation socio-économique du pays pâtit de l'afflux de réfugiés non reconnus qui, rapatriés contre leur gré et sans la coordination institutionnelle requise, ne sont pas couverts par les programmes en place et font donc peser une charge sur le processus de réconciliation et de reconstruction. Au bas mot, environ 1,5 million de Salvadoriens vivent à l'étranger, dont beaucoup n'ont pas encore défini leur statut juridique. C'est un sujet de vive préoccupation, car de nouveaux rapatriements spontanés pourraient aggraver l'instabilité du pays en obérant sa capacité d'absorption déjà mise à rude épreuve. De telles craintes de la part de pays comme El Salvador, qui reconstruisent leur société après des conflits, ne devraient pas être assimilées à des abus du système de l'asile.

54. Le rapatriement, librement consenti ou non, doit conduire à des solutions permanentes. L'intervenant pense que le problème qu'il a soulevé devrait être traité en commun par la communauté internationale pour éviter toutes tensions et instabilité supplémentaires risquant de compromettre la consolidation de la paix en El Salvador. Là réside la clef de la solution de la vraie difficulté, qui est d'établir un équilibre entre l'homme, la nature et le développement durable.

55. L'intervenant se félicite des observations du Haut Commissaire aux droits de l'homme sur la relation qui existe entre les droits de l'homme et les réfugiés et rend hommage aux efforts déployés par le Mexique et le Guatemala, conjointement avec le HCR, pour rapatrier les réfugiés

guatémaltèques, aidant ainsi à instaurer une paix solide et durable en Amérique centrale.

56. M. ROUSTAMOV (Observateur de l'Azerbaïdjan) dit que par suite de l'agression perpétrée par l'Arménie, pays voisin, plus d'un million d'Azerbaïdjanais sont devenus des réfugiés et personnes déplacées. Par suite également de l'agression arménienne, 20 % du territoire azerbaïdjanais, dont 14 villes et plus de 1 000 villages et hameaux, sont occupés; 20 000 personnes ont péri, 50 000 sont handicapées et plus de 7 000 sont retenues comme otages ou portées disparues. La structure socio-économique des territoires occupés est complètement déstabilisée, tout ce qui s'y trouve ayant été incendié ou pillé. D'après des estimations provisoires, les dégâts subis par l'économie se chiffrent à 40 milliards de dollars E.-U.

57. Environ 70 000 citoyens contraints de quitter les territoires occupés sont logés dans des logements de fortune, des wagons de chemin de fer ou sous la tente. Ces victimes de l'agression arménienne vivent dans des conditions extrêmement difficiles depuis de nombreuses années, et pas plus de 40 % d'entre elles ont trouvé un nouvel emploi.

58. Les dirigeants du pays sont constamment attentifs au bien-être des réfugiés et des personnes transplantées de force. Lorsqu'il soulève la question d'un règlement pacifique du conflit du Karabakh lors de conférences internationales ou dans des réunions avec les dirigeants d'autres pays, le Président de la République azerbaïdjanaise ne manque jamais d'appeler l'attention sur la situation difficile des réfugiés et des personnes transplantées de force en Azerbaïdjan. Au nom de la population et du Gouvernement azerbaïdjanais, l'intervenant saisit cette occasion pour remercier les organisations internationales - dont le nombre dépasse la cinquantaine - qui fournissent une aide humanitaire à son pays en cette période difficile de son histoire.

59. Les Azerbaïdjanais sont très casaniers. Très peu parmi ceux qui ont été obligés de quitter leur lieu de résidence permanente ont quitté le pays. Tous attendent avec impatience et espoir de retourner dans leur logis. Après la libération des territoires occupés, le Gouvernement azerbaïdjanais se heurtera à des problèmes d'une exceptionnelle complexité, impossibles à résoudre sans l'appui et la coopération de la communauté internationale et des organisations humanitaires internationales. Il faudra notamment déminer, remettre en état les logements, les bâtiments publics et industriels, les équipements collectifs, régénérer les terres arables, reconstruire les rues, les routes et les chemins de fer, rétablir les lignes de communication, remettre en service les centrales hydroélectriques, etc. Cela demandera beaucoup de temps et des sommes d'argent colossales. Sans un appui extérieur et une aide financière, l'Azerbaïdjan ne pourra s'atteler à cette tâche avant cinq à dix ans. Telle est la conclusion qu'il convient de tirer de l'expérience récente du rapatriement de quelque 2 000 personnes dans le village de Goradiz avec le soutien financier du HCR, de l'Union européenne et de la Banque mondiale, qu'il faut remercier sincèrement. Des travaux de reconstruction sont actuellement effectués dans 22 localités habitées de ce même district et les familles transplantées regagnent avec joie leur domicile.

60. C'est pourquoi l'intervenant appelle les pays donateurs et les organisations internationales à accroître l'aide qu'ils fournissent à l'Azerbaïdjan aux fins de son relèvement.

61. Les questions relatives au rapatriement des transplantés de force ont été examinées à maintes reprises par le Conseil des ministres de l'Azerbaïdjan avec des représentants du HCR, de l'OIM et des ministères et organisations non gouvernementales intéressés. Un programme national sur les questions relatives aux réfugiés et aux migrations forcées a été élaboré en Azerbaïdjan au titre du programme d'action adopté à la Conférence régionale pour l'examen des problèmes des réfugiés, des personnes déplacées et des personnes contraintes à d'autres formes de déplacements involontaires et des rapatriés dans les pays de la Communauté d'Etats indépendants et dans certains Etats voisins, tenue à Genève en mai 1996. Une commission créée par le Premier Ministre pour mettre sur pied un programme national unifié en matière de migrations travaille en collaboration étroite avec l'OIM et l'on espère que cette dernière prendra sous peu une décision favorable au financement de ce programme avec l'aide des pays donateurs. Une commission d'Etat a été instituée pour traiter des questions relatives au relèvement et à la reconstruction des territoires libérés et le Parlement a commencé à examiner des projets de loi sur la nationalité, les migrations, l'émigration et d'autres questions, qui sont tous conformes aux normes du droit international. On travaille aussi, avec l'assistance active de membres de la mission du HCR en Azerbaïdjan, à modifier et à compléter la loi sur le statut des réfugiés et des transplantés de force dans la République azerbaïdjanaise.

62. Se faisant l'écho de la conviction de son peuple selon laquelle le long conflit qui l'oppose à l'Arménie sera bientôt réglé par des voies pacifiques, l'intervenant rappelle la position de son gouvernement sur le problème du Karabakh, confirmée lors du Sommet des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays membres de l'OSCE tenu à Lisbonne en décembre 1996.

63. En conclusion, l'intervenant lance un nouvel appel à la communauté internationale, aux organisations internationales et aux pays donateurs pour qu'ils prêtent à son pays toute l'aide et tout le concours financier et moral possibles en vue d'aboutir à un règlement pacifique du problème du Karabakh et de préparer et de mettre en oeuvre le processus de rapatriement.

64. M. ILLANES FERNANDEZ (Observateur du Chili) dit que le Chili participe à l'examen de la question des défis du rapatriement du point de vue d'un pays qui a naguère été à l'origine d'un flux de réfugiés de grande envergure et qui reçoit une aide généreuse de la communauté internationale, notamment du HCR. Avec l'OIM et d'autres participants, le HCR a également joué un rôle positif en aidant à rétablir la démocratie au Chili et en exécutant le programme de rapatriement des réfugiés chiliens, ce dont le Gouvernement et les bénéficiaires de ce programme lui seront toujours reconnaissants.

65. L'Observateur du Chili convient avec le Haut Commissaire que le rapatriement n'est pas seulement une opération logistique, mais une opération complexe qui doit englober l'assistance, la réadaptation et la réintégration dans la société.

66. Les crises génératrices de réfugiés ont changé d'aspect au fil des ans, passant de conflits politiques et idéologiques réglés par la force, comme

en Amérique latine et au Chili même dans les années 70, à des conflits caractérisés par la haine ethnique et raciale et une violence peu commune. Dans toutes ces crises, le HCR a su montrer une admirable aptitude à dégager les traits spécifiques de chaque situation, sans discrimination, et à s'en servir de base pour concevoir des solutions appropriées en matière d'aide humanitaire.

67. Les processus de rapatriement doivent tenir compte d'un ensemble de problèmes inhérents aux déplacements massifs. L'intervenant réaffirme l'importance qu'il y a de préserver les trois piliers de la protection internationale : droit d'asile, non-refoulement et caractère librement consenti du rapatriement.

68. La documentation disponible et la déclaration du Haut Commissaire soulèvent quelques questions importantes. Mettre un terme aux situations génératrices de réfugiés est une condition préalable à une solution globale du problème, pour deux raisons : tout d'abord, il est nécessaire de créer des conditions appropriées pour garantir la sécurité des rapatriés grâce à un véritable processus de réconciliation visant à désarmer les sentiments de haine et la violence. Deuxièmement, en raison des conséquences néfastes de périodes d'exil prolongé sur la réintégration ultérieure des réfugiés dans leur pays d'origine, il conviendrait de concentrer les efforts sur une solution prompte et effective de la crise. L'intervenant ajoute que les crises de courte durée permettent aux rapatriés de mieux s'adapter au processus du retour en leur permettant de conserver un réseau de relations sociales, professionnelles et familiales et des contacts avec leurs employeurs. Mais de longues périodes d'exil détruisent ce réseau et font naître des sentiments de frustration, d'exclusion et d'abandon.

69. Les événements récents, en particulier ceux qui se sont déroulés dans la région des Grands Lacs en Afrique, ont fait ressortir l'étendue des dommages créés par les déplacements massifs dans les pays d'accueil, qui connaissent souvent des situations de conflit ou de pauvreté analogues. Ils ont aussi démontré l'importance de la composante développement et la nécessité pour la communauté internationale de fournir à ces pays une assistance suffisante. Pour que les mécanismes de prévention et d'alerte rapide soient efficaces, il est préférable d'investir dans le développement, ce qui est plus avantageux que d'ériger des camps de réfugiés onéreux.

70. Compte tenu de ce qui précède, il n'a jamais été aussi opportun d'envisager la possibilité de créer un programme mondial d'aide au développement en réaction aux crises humanitaires, avec la participation du HCR, du Haut Commissariat aux droits de l'homme, des institutions d'aide humanitaire, du Programme des Nations Unies pour le développement, de l'Organisation mondiale de la santé, du Conseil économique et social et du Conseil de sécurité. Un tel programme ouvrira la voie à une approche globale et intégrée du problème et aidera à concevoir les moyens appropriés de le résoudre.

71. Le Prince GUDUZA (Observateur du Swaziland) dit que résoudre toute crise humanitaire est une tâche colossale, mais que le problème est encore plus grave lorsque des situations d'urgence et des atrocités répétées se produisent en une courte période, comme en Sierra Leone, au Congo Brazzaville et dans l'ex-Zaïre. Ces destructions aveugles continuent d'infliger des souffrances

physiques et psychologiques indicibles tant aux victimes qu'aux personnes qui leur viennent en aide. Le Prince note avec préoccupation l'odieuse pratique qui consiste à utiliser les réfugiés et le personnel des organismes humanitaires comme boucliers humains et à les prendre pour des cibles en mouvement; il se dit convaincu que le Comité exécutif fera tout ce qui est en son pouvoir pour y mettre fin.

72. Abordant le thème annuel, le Prince Guduza dit que le seul rapatriement organisé à partir du Swaziland l'a été dans le cadre de l'opération mozambicaine. Il a de nouveau félicité toutes les parties qui ont organisé cette opération de rapatriement, considérée comme l'une des plus réussies jusqu'à présent en Afrique. Cela étant, les défis à relever restent redoutables.

73. Bien que le rapatriement librement consenti demeure la solution durable la plus souhaitable, on est loin d'avoir mis sur pied une stratégie viable et holistique. Il y a à cela de nombreuses raisons. Malgré les efforts déployés par le HCR pour assurer le caractère librement consenti des rapatriements, il continue de se produire des rapatriements forcés. Dans de nombreux cas, les victimes subissent une double tragédie, contraintes d'abord de quitter leur pays d'origine puis contraintes de nouveau d'y retourner. Il est également utile de noter que toute opération de rapatriement est futile si les programmes mis en place à l'intention des rapatriés ne bénéficient que d'une assistance limitée. Dans une large mesure, le succès de l'opération de rapatriement mozambicaine est dû aux efforts consciemment déployés pour veiller à ce que l'on prête aussi l'attention voulue aux programmes destinés aux rapatriés. Il est par ailleurs préoccupant que l'on se désintéresse des individus qui ont opté spontanément pour le retour dans leurs foyers sans l'aide de la communauté internationale. Si ces individus sont marginalisés, les atrocités et la jalousie entre les groupes se perpétueront.

74. Un autre facteur important négligé dans les programmes nationaux destinés aux réfugiés est la nécessité de promouvoir une culture de paix et de tolérance pendant que les réfugiés sont en exil. Il importe de fournir aux individus touchés un soutien psychologique, tant dans les pays d'asile qu'au moment de leur retour dans leur pays d'origine, sans quoi des accès d'hostilité entre les rapatriés et leurs ennemis compromettront toute l'opération de rapatriement. Au Swaziland, le Bureau local du HCR et les membres du "partenariat dans l'action" ont fait de la promotion d'une culture de paix, de tolérance et de réconciliation, de l'apaisement des tensions et de la guérison des traumatismes l'un des principaux objectifs du programme de pays. Par ailleurs, l'absence de statistiques précises sur les réfugiés pose un problème qui devient encore plus compliqué lorsque ceux-ci décident spontanément de s'installer au sein de la société d'accueil dans des zones non réservées aux réfugiés, comme l'ont fait des centaines de milliers de réfugiés mozambicains au Swaziland.

75. En matière de prévention, la communauté internationale doit en priorité se montrer réellement attachée à la diplomatie préventive, au renforcement des efforts de médiation et à la promotion du règlement pacifique des différends. L'intervenant rend hommage aux efforts déployés par l'Organisation de l'unité africaine, les organismes des Nations Unies et d'autres organismes régionaux pour renforcer le mécanisme de veille mondiale, destiné à détecter les menaces à la paix internationale. Cependant, les services de veille mondiale et



d'alerte rapide ne peuvent fonctionner efficacement que si un mécanisme d'action préventive correspondant est mis en place. Bien qu'en fin de compte, les solutions aux problèmes sociaux et politiques ne puissent être imaginées que par le peuple d'un pays donné, tous les pays ont intérêt à concevoir des stratégies à long terme visant à appuyer les efforts de paix. Chacun devrait s'engager à s'investir en permanence dans ce domaine afin d'en tirer plus tard les bénéfices.

76. Le monde est devenu un village mondial où la chute d'un pays est vivement ressentie par les autres. L'ONU pourrait non seulement dépêcher des envoyés spéciaux dans les zones de troubles lorsque les problèmes s'y révèlent persistants, mais encore envisager d'installer des envoyés spéciaux dans toutes les régions pour aider les gouvernements et les diverses factions à régler leurs désaccords avant qu'ils ne dégénèrent en de véritables conflits. Les retombées d'un tel investissement préventif profiteraient à tous.

77. M. MWAMBULUKUTU (République-Unie de Tanzanie) dit que son pays a une longue tradition d'asile. Près de 540 000 réfugiés rwandais l'ont quitté pour rentrer chez eux à la fin de 1996, mais 300 000 autres y demeurent. Il continuera d'accepter de véritables réfugiés et de s'efforcer d'honorer ses obligations internationales à cet égard, mais la charge de l'asile risque de compromettre la sécurité nationale, d'exacerber les tensions entre Etats et de provoquer des dommages importants à l'environnement et aux infrastructures. Ce n'est qu'après le départ des Rwandais du pays que le plein impact des dommages causés par leur présence est apparu clairement. L'une des leçons à tirer de cette expérience est que l'assistance doit être fournie non seulement aux réfugiés mais aussi aux pays d'asile tant au cours de leur départ qu'après celui-ci, les populations locales pleines de ressentiment pouvant devenir hostiles aux réfugiés et s'opposer à leur intégration locale.

78. Dans la région de Kagera, la sécurité s'est détériorée de façon alarmante du fait que des éléments criminels armés qui se trouvaient parmi les réfugiés ont refusé d'être rapatriés et sont entrés dans la clandestinité. A Kigoma, de nouvelles craintes pour la sécurité sont apparues du fait d'allégations répétées du Burundi selon lesquelles les camps de cette région seraient utilisés pour organiser des activités militaires contre le Gouvernement du Président Pierre Buyoya. Comme suite à ces allégations, le Gouvernement tanzanien et le HCR ont envoyé au mois de mai une mission mixte à Kigoma pour y évaluer la situation. Cette mission a constaté que certains des camps de réfugiés burundais sont sous l'influence de groupes politiques concurrents qui provoquent la violence, mais elle n'a découvert aucune preuve d'activités militaires dans ces camps. La mission a fait une série de recommandations visant à renforcer les arrangements de sécurité à l'intérieur et autour des camps et à veiller à préserver leur caractère civil et humanitaire. La République-Unie de Tanzanie ne permettra pas que la situation qui s'était développée dans le Kivu oriental entre 1994 et 1996 se reproduise et appuie l'appel lancé par le Haut Commissaire à la communauté internationale pour qu'elle l'aide ainsi que le HCR à mettre en oeuvre les recommandations de la mission mixte.

79. La République-Unie de Tanzanie se heurte également à des difficultés croissantes causées par les immigrants illégaux venus de pays voisins et autres, dont certains sont d'anciens réfugiés qui avaient rejeté l'offre, tendant à leur octroyer la nationalité tanzanienne et un permis de séjour,

qu'elle leur avait faite dans les années 70 et dont la présence a aggravé les problèmes de sécurité et de criminalité dans les régions qui accueillent également des réfugiés. La République-Unie de Tanzanie a accepté de créer un mécanisme de filtrage visant à faire en sorte que les véritables réfugiés puissent bénéficier d'une protection et d'une assistance. L'application de cette nouvelle politique laisse encore beaucoup à désirer dans les régions reculées du pays et les médias ont quelquefois déformé ou mal compris la réalité complexe des défis que doit relever la République-Unie de Tanzanie dans ses efforts pour honorer ses obligations humanitaires tout en préservant ses intérêts nationaux. Le Gouvernement continuera de s'occuper en collaboration avec le HCR des cas touchant les réfugiés et les demandeurs d'asile.

80. Si la solution idéale est le rapatriement des réfugiés, elle est quelquefois impossible à appliquer par suite d'une préparation insuffisante, d'une pénurie de ressources ou des conditions qui règnent dans le pays d'origine. Dans d'autres cas, des conflits ont éclaté entre les rapatriés et ceux qui n'ont jamais quitté le pays d'origine sur des questions de propriété des terres et des biens. Les pays d'origine doivent recevoir une assistance après le rapatriement afin de garantir un "atterrissage en douceur" des réfugiés et de prévenir les conflits futurs ainsi que de nouveaux exodes. Par ailleurs, les gouvernements se montrent désormais réticents à octroyer l'asile à des réfugiés si leur protection est perçue comme un moyen d'obtenir le statut de résident permanent dans le pays d'asile.

81. La crise des réfugiés rwandais a été l'une des plus grandes déconvenues de l'histoire de la République-Unie de Tanzanie en tant que pays d'asile en raison de la présence parmi ces réfugiés d'éléments organisés qui ont réussi à déjouer les efforts de rapatriement par l'intimidation et la manipulation. Bien que les responsables de l'application des lois tanzaniennes aient neutralisé et maîtrisé très tôt ces éléments armés, les structures du pouvoir dans les camps se sont maintenues et ont continué de décourager les rapatriements et de tenir la population des réfugiés à l'écart des camps en l'orientant vers l'intérieur du pays alors même que la République-Unie de Tanzanie et le HCR s'efforçaient d'encourager le rapatriement librement consenti.

82. A la suite de l'accord tripartite entre la République-Unie de Tanzanie, la République démocratique du Congo et le HCR, près de 30 000 réfugiés congolais sur les 74 000 qui se trouvaient en République-Unie de Tanzanie se sont inscrits sur les listes de candidats au rapatriement dans la région du Kivu méridional, où 5 000 d'entre eux sont déjà retournés. Compte tenu du conflit en cours au Burundi et de l'impasse dans laquelle s'y trouve le processus de paix, le rapatriement organisé ne devrait pas être encouragé. Toutefois, les autorités de Kigoma travaillent avec le HCR à faciliter les retours spontanés dans des zones relativement sûres, et l'intervenant espère que ces rapatriés seront protégés lorsqu'ils arriveront au Burundi.

83. L'intervenant réaffirme l'attachement de la République-Unie de Tanzanie aux principes humanitaires et aux conventions relatives aux réfugiés auxquelles elle est partie, ainsi que son appui à l'oeuvre du HCR. Il lance un appel en faveur d'une approche régionale du problème des réfugiés dans la région des Grands Lacs ainsi que d'une action concertée et d'un appui des

membres du Comité exécutif et de la communauté internationale dans son ensemble.

84. M. DEMBELE (Mali) dit qu'en 1996, le HCR a continué d'aider son gouvernement à faire face à la crise de réfugiés au Mali. A ce jour, un total de 110 000 réfugiés ont été rapatriés, dont 50 000 au cours de l'année écoulée. Ce nombre aurait été beaucoup plus important si l'appel de fonds lancé en 1996 par le HCR avait eu plus de succès. M. Dembele remercie le HCR, le Programme alimentaire mondial (PAM) et les Gouvernements de l'Algérie, du Burkina Faso, de la Mauritanie et du Niger de leur aide.

85. Il reste, cependant, beaucoup à faire. Près de 300 000 personnes, pour moitié des réfugiés rapatriés et pour moitié des personnes déplacées dans le pays ou des personnes vivant dans une extrême pauvreté par suite du conflit, doivent être réintégrées dans la société malienne. Le succès de ce processus dépend de la présence continue du HCR et d'un financement supplémentaire de la communauté internationale. Au cours des trois années écoulées, la paix et la sécurité ont été restaurées, le contrôle du Gouvernement sur le nord du pays a été rétabli, les communautés du nord se sont réconciliées, les campagnes d'intoxication hostiles au rapatriement ont été contrecarrées et près de 300 sites de réinstallation choisis par les réfugiés, éparpillés sur une zone sahélo-saharienne représentant les deux tiers d'un territoire national de plus de 1 240 000 km<sup>2</sup>, ont été viabilisés. Toutes ces réalisations pourraient être compromises si la date du 31 décembre 1998, retenue comme la fin du programme de réinsertion du HCR, n'était pas considérée comme une date indicative susceptible de réaménagement en fonction de l'évolution de la situation.

86. L'approche du Mali concernant le règlement du conflit du nord a été examinée à la Conférence ministérielle de l'Union européenne de la Communauté de développement de l'Afrique australe tenue à Windhoek en octobre 1996 et peut faire école et inspirer des solutions à d'autres conflits. L'intervenant émet le vœu que la communauté internationale mette à la disposition du HCR les moyens humains, matériels et financiers lui permettant de parachever son oeuvre humanitaire au Mali.

87. M. AMAT FORES (Observateur de Cuba) dit que son Gouvernement accueille favorablement le thème annuel "Les défis du rapatriement", alors que l'on se trouve au sortir de la guerre froide et que l'on constate une forte augmentation du nombre de réfugiés dans le monde par suite de catastrophes naturelles, de guerres et de conflits.

88. Les réfugiés ne doivent être rapatriés que de leur plein gré et le HCR devrait essayer de trouver les moyens d'encourager le rapatriement librement consenti en tant que solution durable dans la majorité des cas. Dans le même temps, les Etats cherchent souvent des solutions bilatérales aux conflits et le HCR devrait s'abstenir d'exprimer une opinion sur des décisions ou accords bilatéraux concernant des réfugiés ou des migrations. On trouve dans la section du document A/AC.96/887 consacrée à la réconciliation (par. 24 à 28) des déclarations qui outrepassent le mandat du HCR et en lient les fonctions à des prérogatives qui sont celles d'Etats ou d'organismes intergouvernementaux.

89. Les droits des réfugiés ne doivent pas donner lieu à des abus tels qu'ils puissent menacer la légitimité du statut dont ils jouissent. Par ailleurs, il incombe aux réfugiés d'adopter une conduite conforme à leur

statut et d'entretenir avec les communautés d'accueil des relations permettant de parvenir à un équilibre entre leurs droits et leurs devoirs.

90. D'une manière générale, Cuba n'accueille pas de très nombreux réfugiés. Cependant, un certain nombre de réfugiés haïtiens se sont enfuis vers Cuba où ils ont été logés dans le camp de la Croix-Rouge cubaine de Punda de Maisí. En 1996, 10 groupes de réfugiés haïtiens sont arrivés à Cuba, et 912 Haïtiens ont été rapatriés en quatre opérations d'un coût de 61 000 dollars E.-U. que l'Organisation internationale des migrations (OIM) a pris à sa charge car, en raison de l'évolution de la situation politique en Haïti, le HCR ne considère plus ces personnes comme des réfugiés. Le camp n'a pas admis de nouveaux réfugiés en 1997.

91. En conclusion, l'intervenant réaffirme l'intention de son Gouvernement de continuer d'appuyer l'oeuvre du HCR malgré le blocus dont souffre Cuba depuis 40 ans.

92. M. NDJADDER-BEDAYA (République centrafricaine) dit que le retour de centaines de milliers de Rwandais de République-Unie de Tanzanie et de l'ancien Zaïre en 1996 s'est accompagné d'un exode massif de soldats zaïrois et de réfugiés rwandais qui ont fui devant l'avancée des forces révolutionnaires et se trouvent actuellement en République du Congo et en République centrafricaine.

93. La République centrafricaine abrite des dizaines de milliers de réfugiés, venus non seulement du Rwanda et de l'ancien Zaïre, mais aussi du Tchad, du Libéria, de la République du Congo et du Soudan. Grâce à divers programmes, la plupart des réfugiés soudanais sont devenus à peu près autonomes et la majorité des réfugiés tchadiens ont été rapatriés. Près de 200 réfugiés qui avaient quitté la République du Congo lors des derniers événements qui s'y sont déroulés ont volontairement regagné leur pays d'origine, de même que 300 réfugiés de la République démocratique du Congo qui ont choisi d'y retourner en dépit de leur situation difficile en tant que membres de la garde de l'ancien président Mobutu et qui, à l'issue de négociations entre le Gouvernement de la République centrafricaine et celui de la République démocratique du Congo, ont été incorporés dans les forces armées de cette dernière.

94. En ce qui concerne les réfugiés rwandais, le Gouvernement partage les préoccupations exprimées par la communauté internationale et appuie la mise en oeuvre des conventions internationales régissant la situation des réfugiés. Dès 1993, la République centrafricaine s'est dotée d'une commission nationale pour les réfugiés. Elle a une longue tradition d'accueil inconditionnel des réfugiés non seulement africains mais aussi originaires d'Europe et d'ailleurs. Le Gouvernement centrafricain ne tolérera jamais que son territoire soit utilisé à des fins subversives contre les pays amis et voisins. Une session extraordinaire de la Sous-Commission d'éligibilité des réfugiés, à laquelle le HCR a été admis en qualité d'observateur, a été convoquée pour déterminer le statut des réfugiés rwandais. En raison des problèmes politiques de la sous-région à laquelle ce groupe est associé, il a été décidé que la meilleure solution était de les réinstaller en pays tiers dans un délai raisonnable. Cette décision du Gouvernement centrafricain n'est pas négociable.

95. La communauté internationale est témoin que la République centrafricaine a pris ses responsabilités. Il lui appartient aujourd'hui de prendre les siennes. L'intervenant assure le Haut Commissaire que les violations flagrantes du droit humanitaire qui ont eu lieu ailleurs dans la sous-région ne se répéteront pas en République centrafricaine, et il l'invite à aider à assurer un prompt transfert des réfugiés. Le Gouvernement centrafricain tente d'exercer une médiation entre les factions rivales de la sous-région en espérant que, grâce à la diplomatie préventive, tous les réfugiés auront un jour quitté la République centrafricaine.

96. L'intervenant note que, tout au long de 1996 et dans la première moitié de 1997, son pays a connu une série de mutineries de caractère militaire, ethnique et politique dont les origines sont aussi bien intérieures qu'extérieures au pays et qui ont détruit l'économie nationale et ébranlé les institutions démocratiques mises en place à l'issue des élections libres, transparentes et multipartites tenues sous supervision internationale en octobre 1993. Les agents de l'Etat n'ont pas été payés depuis six mois et, en conséquence, une partie de l'armée s'est rebellée en avril 1996. Les institutions de Bretton Woods viennent d'obliger la République centrafricaine à payer au titre du service de la dette une somme de près de 2 milliards de francs CFA, ce qui l'a obligée à annuler son projet de verser aux agents de l'Etat un mois de salaire à l'occasion de la rentrée scolaire de l'année 1997. Conséquence inévitable, certains enseignants ont lancé une grève qui se poursuit à l'heure actuelle. Cette situation rend d'autant plus urgent de régler la crise de réfugiés actuelle.

97. M. NAZARIAN (Observateur de l'Arménie), exerçant son droit de réponse, dit qu'il tient à corriger certaines des déclarations faites par le représentant de l'Azerbaïdjan et, en particulier, à exprimer ses objections quant à l'emploi par ce dernier de l'expression "agression arménienne". Il est bien connu que le conflit du Haut-Karabakh oppose les forces de légitime défense de cette région à l'armée azerbaïdjanaise. La référence à l'Arménie en tant qu'agresseur dans ce conflit est donc inacceptable, immorale et contraire aux normes internationales. L'Azerbaïdjan a toujours eu tendance à exagérer les faits et à déformer les données statistiques dans une tentative pour faire prévaloir sa propre version des événements auprès des institutions internationales et des pays donateurs. Non seulement cette position a contribué à une escalade de la tension dans la région, mais encore elle a eu des conséquences néfastes pour les réfugiés eux-mêmes, comme dans les camps de Barda et Immishli, où des réfugiés sont détenus à seule fin de soutirer des fonds.

98. Le Gouvernement arménien a déjà versé l'équivalent de 110 millions de dollars E.-U. aux réfugiés azerbaïdjanais pour les indemniser des biens qu'ils ont abandonnés en quittant le pays. Malheureusement, l'Azerbaïdjan n'a rien fait pour indemniser les 350 000 Arméniens qui ont été contraints de quitter l'Azerbaïdjan et attendent une indemnisation depuis bientôt dix ans. L'observateur de l'Arménie demande au Comité exécutif d'appeler l'attention des autorités azerbaïdjanaises sur cette importante question.

La séance est levée à 13 h 5 .

-----